

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélémy

Saint-Barthélémy, le 06 juin 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

YOPLAIT PRODUCTION FRANCE

Usine du Mans
23 rue des Grandes Courbes
72000 Le Mans

Références : 2025-263_YOPLAIT FRANCE SAS_INSP_RAP
Code AIOT : 0006301730

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/04/2025 dans l'établissement YOPLAIT PRODUCTION FRANCE implanté 23 rue des Grandes Courbes Cedex 2 72000 Le Mans. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- YOPLAIT PRODUCTION FRANCE
- 23 rue des Grandes Courbes Cedex 2 72000 Le Mans
- Code AIOT : 0006301730
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société YOPLAIT France, implantée en ZI Sud au Mans, est spécialisée dans la fabrication de yaourts, fromages frais, crèmes fraîches et autres spécialités laitières. L'usine emploie 350 personnes. Elle transforme actuellement environ 800 000 litres de lait et produits laitiers (crèmes) par jour.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	État des matières stockées – Cas général	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	30 jours
3	Ressources en eau - Constat visite du 18/06/2021	Arrêté Préfectoral du 04/02/2014, article 4.1.1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
6	AR1 – Fréquence de vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A et 66-E	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
7	AR1 – plan d'action suite au contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A et 66-E	/	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Rejets de substances dangereuses dans l'eau – Constat visite du 18/06/2021	Arrêté Ministériel du 24/08/2017, article 54	Susceptible de suites	Sans objet
4	Justificatifs sur les prélèvements	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4.1.1° et 6° et 4.III	Susceptible de suites	Sans objet
5	AR1 – Fréquence de vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A et 66-E	/	Sans objet
8	AR1 – Vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A	/	Sans objet
9	AR1 – Zonage ATEX et adéquation du	Arrêté Ministériel du 04/10/2010,	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	matériel	article 65		
10	AR1 – État général visuel des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection s'est déroulée dans le cadre de l'action régionale « installations électriques », qui vise la vérification et l'entretien de ces installations, en particulier dans les zones à risque d'incendie et d'explosion.

L'inspection a constaté le contrôle régulier des installations. **Cependant, aucun suivi pour la mise en conformité du site n'était mis en œuvre le jour de la visite. En particulier, des observations relevées lors de la dernière vérification des installations électriques de 2024 peuvent présenter un risque d'incendie ou d'explosion pour le site. Par mail du 21 mai 2025, l'exploitant a présenté un plan d'actions pour une résolution rapide de ces points. L'inspection portera une attention particulière à l'avancée de cette mise en conformité, une mise ne demeure pourra être proposée au préfet en cas de non respect des délais projetés.**

La visite était également l'occasion de faire le point sur les dossiers en cours d'instruction :

- dossier porter à connaissance (R.181-46 CE) de janvier 2025,
- dossier de réexamen de décembre 2020, complété en décembre 2023, février 2024 et novembre 2024 (en particulier MTD 11 – rejets aqueux industriels),
- demande de bénéfice des droits acquis pour la rubrique 4130 (R.513-1-I CE).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées – Cas général

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : Sans objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : En 2023, l'exploitant avait fourni à l'inspection son plan d'action pour améliorer l'état des stocks des produits et comprenait quatre phases (modification du plan des stocks, mise à jour des données manquantes sur le logiciel SEIRICH, supprimer le stockage de bidons dans la partie conditionnement et process, révision de la fiche de poste du préposé produits chimiques)

Suite à la visite de mars 2024, il a été constaté que l'action sur la mise à jour de la base de données SEIRICH restait à finaliser. L'échéance finale était annoncée pour le 30 mars 2025.

En visite du 30 avril 2025, l'exploitant a présenté la gestion des inventaires de produits chimiques mise en place sur le site :

- utilisation du logiciel SEIRICH pour l'ensemble du site :
 - liste l'ensemble des références de produits chimiques sur le site (407 produits répertoriés lors de la visite)
 - pour chaque substance : nom du fournisseur, FDS avec date de dernière mise à jour, lieu de stockage avec quantité maximale stockée, en-cours référencés
→ l'inventaire répertorie la quantité maximale des stockages de produits chimiques du site avec la localisation et les dangers associés
- stockage « grands et moyens volumes » : un inventaire physique est réalisé de manière hebdomadaire puis transmis au service gestion pour une informatisation en logiciel SAP
- stockage « petit volume » (concerne le stockage de la maintenance) : stockage avec peu de mouvement, actualisation des données par inventaire physique annuel. Par défaut, l'exploitant est en mesure de fournir les quantités maximales présentes par l'informatisation des achats effectués.

Pour le logiciel SEIRICH, l'exploitant a indiqué en visite que la partie maintenance reste à finaliser (effective à 85%).

Pour les matières combustibles, un inventaire physique est réalisé tous les deux mois et référencé informatiquement sur le logiciel SAP (extrait vu en visite). Une extraction par matière (bois, plastique, etc.) peut être réalisée en cas de sinistre pour la transmission des données au service d'intervention et secours.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observations :

- L'exploitant doit finaliser la mise en place de l'inventaire de produits chimiques en complétant les référencements dans le logiciel SEIRICH.
- Le dernier inventaire physique effectué sur le stockage de produits chimiques en petit volume (maintenance) a été montré en visite, la date est à ajouter sur le document.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 2 : Rejets de substances dangereuses dans l'eau – Constat visite du 18/06/2021

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/08/2017, article 54

Thème(s) : Risques chroniques, Définition du programme de surveillance

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 18/08/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Sans objet
- date d'échéance qui a été retenue : Sans objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans les conditions fixées aux articles 56 à 58. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

L'arrêté ministériel du 24/08/2017 a modifié les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de

l'environnement.

Ce texte a modifié notamment les dispositions relatives à la surveillance des rejets, ces dispositions étant applicables depuis le 1er janvier 2018.

En conséquence, le programme d'autosurveillance est à mettre à jour conformément à ces nouvelles dispositions.

Constats :

L'inspection avait demandé à la société YOPLAIT par courrier du 24 août 2018 la transmission de son programme d'autosurveillance actualisé répondant aux nouvelles exigences réglementaires.

Par courrier du 05 octobre 2018, l'exploitant avait fait parvenir à l'inspection son positionnement argumenté. Il avait été indiqué que certaines substances issues de la liste sectorielle n'avaient jamais fait l'objet d'analyses et proposait un suivi annuel afin de statuer sur les modalités de surveillance éventuellement nécessaires. Il avait alors été demandé à l'exploitant d'intégrer l'ensemble des résultats obtenus dans une grille de positionnement en vue de la mise à jour du programme de surveillance.

La poursuite de la surveillance des paramètres Zn et nonylphénols avait été constaté.

Le constat avait été réitéré en visite d'août 2022.

Par mail du 11 septembre 2023, un positionnement a été transmis.

Par mail du 29/04/2025, les bordereaux des analyses complémentaires effectuées en 2023 dans le cadre du positionnement RSDE ont été transmis.

L'instruction du positionnement est en cours. Le suivi du zinc et des nonylphénols est effectué mensuellement (transmission GIDAF).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Ressources en eau - Constat visite du 18/06/2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/02/2014, article 4.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 22/08/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Sans objet
- date d'échéance qui a été retenue : Sans objet

Prescription contrôlée :

Consommation d'eau limitée à 2 400 m³/j pour l'eau provenant des forages (nappe du Cénomanien) et à 100 m³/j pour l'eau provenant du réseau public.

Constats :

Lors des visites d'inspection du 18 juin 2021 et du 18 août 2022, il avait été constaté que le seuil de prélèvement autorisé dans le réseau public n'était pas respecté. Il était demandé à l'exploitant de trouver une solution pérenne pour se mettre en conformité.

En visite d'août 2023, l'exploitant a présenté les tableaux récapitulant les dépassements de volumes autorisés pour 2022 et 2023 :

- 31 dépassements en 2022 (4937 m³)

- 13 dépassements en 2023 (2441 m³).

Il est à noter que l'ensemble des actions correctives faisant suite à des dépassements sont

présentées à l'Inspection de manière régulière (mails d'information systématiques).

L'exploitant avait indiqué que la modification du process pour utiliser de l'eau de forage à la place de l'eau de ville lors des opérations de pousses à l'eau avait bien été réalisée (opérationnelle depuis septembre 2022).

Interrogé en séance, l'exploitant indiquait souhaiter une modification de la répartition des prélèvements entre les deux ressources (diminution du volume pour les forages et augmentation du volume pour l'AEP).

Aucune demande de modification des prescriptions sur ce sujet, nécessitant le dépôt d'un dossier de porter à connaissance au préfet en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, n'a été remise.

Par mail du 28/02/2024, l'exploitant a transmis un courrier daté du 20/11/2023 de Le Mans Métropole, gestionnaire du réseau d'eau potable, autorisant le dépassement ponctuel de consommation journalière sur ce réseau (site contraint par compteur d'eau général débit 125 m³/h).

L'exploitant a informé par mail l'inspection de dépassements ponctuels en 2023 et 2024.

Le bilan 2024 a été vu en visite 2025, 15 dépassements sont recensés pour un volume cumulé de 1475 m³. Ces dépassements sont dus en majorité à la nanofiltration et ponctuellement dans l'année lors de maintenance (vidange, nettoyage, etc.).

L'exploitant a indiqué en visite avoir un objectif de réduction des dépassements de prélèvements journaliers. Dans cette optique, il n'a pas été demandé de revoir les prescriptions de l'arrêté préfectoral au titre de l'article R.181-46 du code de l'environnement en ce qui concerne les volumes annuels prélevés par source et leur répartition (forage et AEP).

L'exploitant a indiqué en visite que le gestionnaire d'eau pouvait autoriser un volume supérieur du prélèvement journalier prescrit dans l'arrêté préfectoral du 04/02/2014 (100 m³/j) mais avec des limites sur le prélèvement en débit horaire, limité à 125 m³/h pour le site.

L'eau proviendrait des bassins Huisne et Sarthe Aval.

Les volumes de prélèvements annuels sont respectés (GEREP 2024 : prélèvements de 657 558 m³/an en eau de forage et 19 352 m³/an en eau potable pour un volume annuel autorisé à 876 000 m³ en eau forage et 36 500 m³ en eau potable).

Par mail du 14 mai 2025, le bilan annuel des dépassements journaliers a été transmis. Leur nombre est réduit depuis 2022, avec 60 dépassements en 2022, 20 en 2023 et 15 en 2024. Un dépassement en 2025 est recensé en mars dû au nettoyage du château d'eau et du bassin de déferritisation (120 m³ consommés pour un seuil à 100 m³). Par mail du 14 mai 2025, l'exploitant a informé d'un nouveau dépassement à 141 m³ dû à une nanofiltration effectuée en parallèle d'une autre production.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection rappelle que l'exploitant doit respecter les volumes de prélèvements autorisés.

⇒ **La réduction du nombre de dépassement est constatée. L'exploitant continuera à tenir l'inspection informée de ces anomalies, avec l'identification de leur cause et les actions mises en œuvre pour les éviter et les réduire.**

⇒ **L'inspection relève qu'en visite d'août 2023 (cf. rapport du 09/10/2023), il avait été recensé 31 dépassements en 2022 et 13 dépassements en 2023. Une explication sur la discordance des données est attendue.**

⇒ **Compte-tenu des éléments pré-cités, des dépassements journaliers liés à des contraintes d'exploitation subsistent. Si l'exploitant souhaite revoir les prescriptions relatives aux volumes de prélèvements journaliers et horaires, il doit en formuler la demande conformément à l'article**

R.181-45 du code de l'environnement. Celle-ci doit comporter a minima les éléments suivants :

- prescriptions visées par la demande,
- description de la demande et du besoin d'adaptation des prescriptions,
- justification de l'absence d'impacts supplémentaires sur les intérêts protégés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement : avis du service gestionnaire se prononçant clairement sur les volumes horaires et journaliers maximums de prélèvement, accompagné d'une confirmation de la disponibilité de la ressource (captages souterrains et superficiels) en cohérence avec les orientations SDAGE, SAGE, etc.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

N° 4 : Justificatifs sur les prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4.I.1° et 6° et 4.III

Thème(s) : Actions nationales 2023, Prescriptions sécheresse de l'AM

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 22/08/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Sans objet
- date d'échéance qui a été retenue : Sans objet

Prescription contrôlée :

« I. - L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées :

1° La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 m³/j, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées ;

6° La liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1er janvier 2018.III. - « L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 1° et 6° au plus tard trois mois (avant le 06/10/2023) après l'entrée en vigueur du présent arrêté. Ces éléments sont à établir par tous les exploitants mentionnés au I de l'article 1er. »

Constats :

Lors de la visite d'août 2023, l'inspection avait constaté que les éléments détaillés aux points 1° et 6° de l'article 4 de l'AM du 30/06/2023 n'avaient pas été formalisés.

La formalisation des points 1° et 6° de l'article 4 de l'AM du 30/06/2023 est en cours, le document a été présenté en visite.

Par mail du 14 mai 2025, l'exploitant a transmis le document complété.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation :

- le document pourrait être complété avec la synthèse des consommations trimestrielles en eau (cf. 4.I.1° arrêté ministériel du 30/06/2023) .
- la partie identification de la masse d'eau prélevée par les forages pourrait être complétée avec le zonage SDAGE afin de permettre une meilleure lecture des secteurs en tension hydrique (zonage 7B, localisation en ZRE).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : AR1 – Fréquence de vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A et 66-E

Thème(s) : Actions régionales, Vérification des installations électriques - Fréquence

Prescription contrôlée :

Installations électriques.

A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.

L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.

Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

E.-Conditions d'application du présent article.

Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.

Constats :

Par mail du 25 avril 2025, les rapports de vérifications des installations électriques 2023 et 2024 ont été transmis :

- rapports postes haute tension du 02/10/2023 et du 26/06/2024
- rapports installations frigorifiques du 02/10/2023
- rapport restaurant, bâtiment bibliothèque et réunion, bâtiment algeco logistique du 02/10/2023
- rapport centre réception lait, station de lavage, camion , station d'épuration et atelier prétraitement du 05/07/2024
- rapport atelier fromagerie du 05/07/2024
- rapport administration, laboratoire, accueil, quais, sous-sol du 05/07/2024

La vérification est réalisée par un organisme certifié COFRAC, accrédité pour la vérification périodique des installations électriques permanentes, sans modification de structure (cf. code du Travail articles R. 4226-1 à R. 4226-13 et R.4226-16).

A titre indicatif, le contenu des vérifications et du rapport de vérification des installations électriques demandés par le code du travail est indiqué dans l'arrêté ministériel du 26 novembre 2011. L'article 3 précise la périodicité annuelle de ce contrôle.

A la première lecture des rapports, l'inspection a relevé une différence de dénomination ne permettant pas à première vue de déduire une périodicité annuelle de vérification sur l'ensemble du site. Par sondage, il a été demandé à l'exploitant de montrer que les installations vérifiées dans le rapport « installations frigorifiques » du 02/10/2023 étaient bien reprise dans la vérification 2024. L'exploitant a su repérer le rapport 2024 correspondant.

La périodicité annuelle des vérifications est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : AR1 – Fréquence de vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A et 66-E

Thème(s) : Actions régionales, Vérification des installations électriques – Limites d'intervention

Prescription contrôlée :

Installations électriques.

A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.

L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.

Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

E.-Conditions d'application du présent article.

Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.

Constats :

Sur les 4 rapports de vérifications effectuées en 2024, l'inspection relève les éléments suivants :

- rapports postes haute tension : vérification seulement visuelle extérieur des cellules haute tension, faute de personnel accompagnant habilité à la manœuvre (idem en 2023)
- rapport centre réception lait, station de lavage, camion , station d'épuration et atelier prétraitement : aucune coupure effectuée sur les armoires de distribution et process (production continue)
- rapport atelier fromagerie : aucune coupure effectuée sur les armoires de distribution et process (production continue)
- rapport administration, laboratoire, accueil, quais, sous-sol : aucune coupure effectuée sur les armoires de distribution et process (production continue).

Des limites d'interventions identifiées en 2023 ne sont pas retrouvées dans les rapports 2024 (exemple inaccessibilité locaux repérés par le sigle NVI) et ont pu être résolues par l'exploitant. Cependant, la vérification n'est pas complète du fait de la continuité de l'activité.

L'exploitant a informé en visite que les cellules haute tension du site font l'objet d'une vérification annuelle par système de rotation sur l'ensemble du site (une installation est vérifiée au maximum tous les 3 ans). Par la même occasion, une maintenance est réalisée.

Par mail du 13 mai 2025, le contrat de maintenance préventive du 08/07/2022 sur le matériel haute tension a été transmis (calendrier d'intervention détaillé par poste) ainsi que le rapport de maintenance préventive du 12/02/2025.

L'inspection relève qu'il s'agit d'une maintenance préventive et non d'une vérification au sens de l'article 66-A de l'arrêté ministériel du 04/10/2010. Le contrôle permettant la vérification du matériel électrique doit être effectué par un organisme certifié COFRAC, accrédité pour la vérification périodique des installations électriques permanentes, sans modification de structure (cf. code du Travail articles R. 4226-1 à R. 4226-13 et R.4226-16). Après analyse et selon les données à disposition de l'inspection, l'organisme de maintenance préventive des cellules haute tension semble accrédité COFRAC (n°1-6804) sur les équipements électriques mais pour les essais de compatibilité électromagnétique en immunité.

Les rapports indiquent la bonne transmission du dossier d'évaluation des risques ATEX, utile à la vérification de ces équipements.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation : L'exploitant s'assurera que la vérification des postes haute tension s'effectue sans limites liées à l'absence de personnel accompagnant non habilité.

⇒ L'exploitant doit justifier de la vérification des cellules haute tension par un organisme accrédité conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

N° 7 : AR1 – plan d'action suite au contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A et 66-E

Thème(s) : Actions régionales, Vérification des installations électriques – Limites d'intervention

Prescription contrôlée :

Installations électriques.

A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.

L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.

Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

E.-Conditions d'application du présent article.

Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.

Constats :

Sur les 4 rapports de vérifications effectuées en 2024, l'inspection relève les éléments suivants :

- rapports postes haute tension : 2 non-conformités déjà signalées
- rapport centre réception lait, station de lavage, camion, station d'épuration et atelier prétraitement : 17 non-conformités dont 14 déjà signalées (12 priorité 2 et 5 priorité 3)
- rapport atelier fromagerie : 2 non-conformités dont 1 déjà signalée (1 priorité 2)
- rapport administration, laboratoire, accueil, quais, sous-sol : 7 non-conformités dont 4 déjà signalées (1 priorité 1, 4 priorité 2 et 2 priorité 3).

Au total, la vérification 2024 a mis en évidence 28 non-conformités dont 21 déjà signalées lors de précédents contrôles (pas d'année indiquée).

En visite, l'exploitant n'a pas pu dire quelles suites étaient données aux observations relevées dans ces rapports.

Le Q18 rapport centre réception lait, station de lavage, camion, station d'épuration et atelier prétraitement a été vu en visite. Celui-ci conclut que 3 observations sont source de danger

d'incendie ou d'explosion sur le site. L'exploitant n'a pas pu justifier de la résolution de ces non-conformités.

La prochaine vérification est programmée pour juin 2025.

Par mail du 13 mai 2025, les rapports Q18 de la vérification 2024 ont été transmis (3 rapports : administration-laboratoire-accueil-quais-sous-sol, atelier fromagerie, centre de réception lait). Suite à la vérification des installations électriques de 2024, 4 non conformités peuvent entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion dont 3 signalées depuis 2023 et 1 depuis 2022.

Par mail du 21 mai 2025, l'exploitant a transmis un plan d'action pour la résolution des non-conformités au 28/06/2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

⇒ L'exploitant est responsable du bon état des installations électriques et doit réaliser des actions correctives dans les meilleurs délais en cas de non-conformités avérées, de manière à prévenir tout incident d'origine électrique. L'inspection prend note des délais de résolution des non conformités pouvant présenter un risque d'incendie ou d'explosion pour le site.

L'exploitant transmettra les justificatifs de résolution de ces non-conformités. En cas de non-respect du délai indiqué dans le plan d'action transmis le 21 mai 2025, une mise en demeure pourra être proposée au préfet.

⇒ Concernant les 24 autres non conformités relevées lors de la vérification de 2024, un plan d'action est à transmettre pour leur résolution. L'exploitant tiendra l'inspection informée de l'avancée des résolutions.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 8 : AR1 – Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A

Thème(s) : Actions régionales, Vérification des installations électriques – Thermographie

Prescription contrôlée :

A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.

Constats :

Par mail du 25 avril 2025, les deux rapports de vérifications des installations électriques 2022 et 2023 par thermographie infrarouge ont été transmis.

La dernière vérification a mis en évidence 3 anomalies de priorité 1 dont une anomalie déjà signalée lors d'un précédent contrôle.

Il est indiqué que l'ensemble du matériel n'a pas été contrôlé.

En visite, le dernier rapport de vérification de décembre 2024 a été observé. Celui-ci conclut à l'absence d'observations.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : AR1 – Zonage ATEX et adéquation du matériel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65
Thème(s) : Actions régionales, ATEX
Prescription contrôlée : Matériels utilisables en atmosphères explosibles. Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions du articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.
Constats : Par sondage, le rapport centre réception lait, station de lavage, camion, station d'épuration et atelier prétraitement de 2024 a été consulté, il est indiqué que pour les prescriptions relatives aux locaux présentant des dangers d'incendie ou d'explosion, les installations sont conformes. Dans ce même rapport, il est indiqué que l'éclairage des blocs autonomes est conforme, adapté aux zones à risques explosion. Par mail du 20 mai 2025, le Document Relatif à La Protection Contre les Risques d'Explosion (DRPCE) a été transmis (version 15/10/2019).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : AR1 – État général visuel des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Prescription contrôlée : A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques » ... Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023. ...
Constats : Lors de la visite, seule la partie conditionnement du site a été observée, les transformateurs et autres installations électriques associés à l'activité n'ont pas été regardés.
Type de suites proposées : Sans suite

